



EDITO

Après les superprofits de grandes multinationales de l'énergie vient d'éclater un scandale autour des grandes banques françaises soupçonnées de fraude fiscale géante. Rien de mieux pour tendre davantage une situation sociale déjà explosive alors que le gouvernement a fait passer en force sa réforme des retraites et prend le risque d'attiser davantage les tensions en déployant un fort dispositif répressif en vue de dissuader toute mobilisation sociale et environnementale.

Dans cette période de grandes tensions, tout est encore possible, y compris le basculement au profit de la justice sociale et climatique. Mais il serait naïf de se contenter de l'espérer, il va falloir le provoquer. Il y a deux ans, j'appelais à en finir avec la culture de la défaite pour sortir de notre impuissance. J'affirmais alors notre capacité à gagner la guerre climatique à condition de ne pas rester témoin ou figurant de la catastrophe qui se développe sous nos yeux. Il nous faut collectivement aller chercher des victoires stratégiques qui, prises isolément, ne suffisent pas à contenir le réchauffement sous les 1,5°C mais sauvent immédiatement des vies et demeurent sur le long terme indispensables pour éviter un emballement du climat.

C'est par exemple ce que nous avons décidé de faire avec le Mouvement Impact France, le Centre des Jeunes dirigeants, les Collectifs, Pour un Réveil écologique et le Printemps Ecologique, en lançant un appel aux gestionnaires d'actifs à ne plus financer l'expansion pétrolière et gazière avec l'argent de l'épargne salariale. 15 propositions concrètes ont également été transmises aux parlementaires et au gouvernement.

160 milliards d'euros sont disponibles pour financer la transition. C'est bien trop peu quand il nous faut multiplier par 3,2 les investissements dans la transition énergétique d'ici 2030 pour les porter à 4200 milliards de dollars au niveau mondial. Et décarboner l'épargne salariale seule est insuffisant quand chaque centime allant à l'expansion pétrolière et gazière est un centime incompatible avec une trajectoire 1,5°C. Mais cela n'enlève en rien le caractère stratégique de cette bataille, à porter au sein des entreprises et au niveau du gouvernement alors que celui-ci cherche à mobiliser l'épargne des Français.es pour financer la transition.

Si de nombreux.es dirigeant.es d'entreprises ont les mains libres pour opérer ce changement, nous le savons, beaucoup de salarié.es se heurteront à leur hiérarchie et devront opérer un rapport de force au sein de leur entreprise pour les convaincre, à coups de pédagogie, de négociations et de détermination, de changer les règles en place. Que l'on soit un.e militant.e aguerri.e ou convaincu.e de la dernière heure, salarié.e ou dirigeant.e d'une PME ou d'une multinationale, c'est ce type de bataille qu'il faut mener si nous souhaitons faire pencher la balance du bon côté.

Lucie Pinson
Fondatrice et Directrice de Reclaim Finance

LES INFOS À NE PAS RATER



Les acteurs financiers continuent d'alimenter l'industrie du gaz

Un nouveau rapport coécrit par Reclaim Finance et Beyond Fossil Fuels révèle que les banques et les investisseurs ont apporté des milliards de dollars à l'industrie du gaz depuis 2019.

[EN SAVOIR PLUS](#)



Engie sommé par 15 investisseurs de clarifier son plan climat

Engie a publié une résolution actionnariale demandant à l'entreprise l'organisation d'un Say on Climate, soit un vote consultatif sur sa stratégie climat.

[EN SAVOIR PLUS](#)



6 organisations réclament une épargne salariale au service du climat

Dirigeants, ONG, salariés et syndicat appellent les salariés et chefs d'entreprises à se mobiliser pour que leur épargne salariale participe à limiter le réchauffement à 1,5°C.

[EN SAVOIR PLUS](#)

LA SÉLECTION DU MOIS

L'AOA fait un bond en arrière avec sa position sur le pétrole et le gaz

L'AOA ne reconnaît pas directement qu'il n'y a pas de place pour des investissements dans de nouveaux projets pétroliers et gaziers dans des scénarios réalisables à 1,5°C.

Climat et investissement : la Banque de France montre l'exemple

En annonçant l'exclusion des entreprises développant l'extraction d'hydrocarbures d'ici fin 2024, la Banque de France envoie un signal fort à tous les acteurs financiers.

L'AMF se déclare en faveur de la systématisation des Say on Climate

Reclaim Finance salue cette position, alors que de nombreuses entreprises cherchent à éviter de rendre des comptes à leurs actionnaires sur leur stratégie climat.

Société Générale se retire du projet controversé Rio Grande LNG

Cette annonce intervient après des années de campagne menée par les communautés et des associations françaises et américaines.

Les grandes institutions financières suisses alimentent le chaos climatique

Un nouveau rapport souligne l'incapacité des institutions financières suisses à remettre en cause leur soutien au secteur de l'énergie pour faire face à la crise climatique.

LES DERNIÈRES POLITIQUES

[Deutsche Bank ne passe pas l'épreuve de vérité sur le charbon](#)

NOTRE PROCHAIN WEBINAR



Recommandations de vote pour les investisseurs soucieux du climat

Le jeudi 13 Avril 2023 de 16h à 17h CEST.

[JE M'INSCRIS](#)

SOUTENEZ RECLAIM FINANCE

[FAIRE UN DON](#)

**Un don de 100€ revient à 34€
après réduction fiscale.**



Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous recevez cette newsletter parce que vous vous êtes inscrit(e) à la liste de diffusion de Reclaim
Finance.
[Se désinscrire](#)